Séance du Conseil départemental du 11 mars 2024

Débat d'Orientations Budgétaires - Ressources humaines

Intervention de Lamya KIROUANI Groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen-nes

Monsieur le Président,

Cher es collègues,

Ce Rapport d'Orientation Budgétaire ne présage pas beaucoup de bonnes choses concernant les ressources humaines et le bon fonctionnement de notre collectivité.

A la lecture de ce rapport, je souhaite vous poser quelques questions.

Nous constatons dans ce ROB une masse salariale annoncée en baisse de près de 6,5 millions par rapport à l'année dernière. En ajoutant les 10 millions de dépenses contraintes liées à des mesures nationales 2024 d'une part, les 2,9 millions des effets 2024 des mesures nationales de l'année 2023 d'autre part, ainsi que les 2,5 millions prévus pour réengager le chantier RIFSEEP, nous arrivons à une réduction de 22 millions d'euros de la masse salariale.

Ce très important montant correspond à une suppression potentielle de plus de 400 postes¹.

Cette constatation nous amène à nous interroger sur cette possibilité. Quel avenir pour le service public départemental ? Quel avenir pour les emplois départementaux ? Ces suppressions interviendront dans quels secteurs ? Allez-vous supprimer les postes vacants depuis plus de 2 ans ?

La baisse de l'enveloppe dédiée aux remplacements au sein de notre collectivité que vous annoncez nous interpelle aussi. Quels secteurs seront impactés par cette décision? Où avez-vous fait le choix de diminuer le nombre de remplacements? Quels impacts de cette mesure dans les crèches, collèges, à la MDPH, pour ne citer que ces secteurs?

¹ 480 postes.

En lisant ce rapport, nous avons aussi vu qu'il y avait 7 512 agent-es payés pour 8 200 postes autorisés ; depuis votre arrivée nous n'avons eu aucun élément nous permettant de comparer avec les années précédentes. Nous souhaitons davantage de transparence sur ces éléments, d'autant que les précédentes majorités se sont toujours engagées à transmettre ces informations.

Nous constatons une baisse des effectifs dans le secteur du handicap, des collèges et des crèches départementales. Est-il possible de nous faire un bilan là-dessus ?

Les données émanant du RSU nous interrogent sur bien des points. Visiblement notre collectivité n'aurait compté aucun intérimaire dans ses services ? Evidemment ce n'est pas possible puisque d'autres rapports indiquent leur présence. On remarque aussi qu'il n'y a eu « que » 120 apprenti-es alors que nous en comptions 150 en pleine crise du Covid, comment expliquez-vous cela ?

Autre point, il n'y aurait visiblement aucun lauréat... ni aux concours ni aux examens professionnels. Ou en tout cas s'ils existent, ils ne figurent pas dans ces rapports. Pouvez-vous nous rassurer à ce sujet et nous donner des chiffres, des faits comme vous aimez le dire ?

Au-delà de ce Rapport d'Orientation Budgétaire, il est nécessaire que votre majorité transmette des données chiffrées et une orientation quant à l'avenir des services départementaux et de ses agent.es. Il est inquiétant de constater les économies faites, le risque de suppression de postes, l'absence de succès aux concours ou encore la baisse du nombre de stagiaires², notamment dans nos crèches départementales.

Ces éléments n'augurent rien de bon pour le Budget à venir, que nous analyserons avec beaucoup d'attention, soyez-en sûr.

Je vous remercie

Seul le prononcé fait foi

² Le RSU n'est pas bon là-dessus puisqu'il parle de 282 stagiaires, quand nous en avions entre 600 et 800 en responsabilité.